

**Unité Départementale Aube - Haute-Marne**

**TROYES, le 30 octobre 2023**

Nos réf. : SAU/AL/MT n° 23-381

**Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/07/2023

**Contexte et constats**

Publié sur



**Société SAIPOL**

Les Essarts - 10400 LE MÉRIOT

Code AIOT : 0005702999

**1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05 juillet 2023 dans l'établissement SAIPOL implanté Les Essarts 10400 LE MÉRIOT. L'inspection a été annoncée le 26 mai 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection se fait dans le cadre de l'action nationale REX/SGS et MMR compte tenu des derniers accidents survenus sur le site et de la révision de l'étude de danger.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAIPOL
- Les Essarts 10400 LE MÉRIOT
- Code AIOT : 0005702999
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

SAIPOL à LE MÉRIOT est une filiale de la société SAIPOL qui appartient au groupe français AVRIL. Les principales activités de la filiale de LE MÉRIOT sont la trituration de graines d'oléagineux (3,6 millions de tonnes de graines triturées), le semi-raffinage d'huiles végétales et l'estérification à savoir la production d'EMHV (d'ester méthylique destiné à la fabrication de biodiesel). Le site est SEVESO seuil bas.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Retour d'expérience (REX) et Système de Gestion de la Sécurité (SGS)
- Mesures de Maitrisés des Risques (MMR)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)	Arrêté Ministériel du 29/05/2005, article Article 4	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
4	Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 7 alineas 3, 4 et 5	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
5	Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 7 alinea 5	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
7	EDD (Etude De Dangers)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 points 2 et 3	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Gestion des incidents / accidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 7 – 5	/	Sans objet
2	Gestion des incidents / accidents / presque accidents	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69	/	Sans objet
6	Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 7 point2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit mettre en place des procédures formalisées pour le test de la sonde de niveau du bac de méthanol, ainsi que la procédure à suivre lorsque l'alarme se déclenche en salle de contrôle. De manière générale, l'exploitant doit avoir des procédures formalisées écrites.

Par ailleurs, l'étude de danger doit être mise à jour pour prendre en compte l'ensemble des phénomènes dangereux qui peuvent survenir sur le site. Les classes de probabilité des phénomènes dangereux doivent être justifiées. L'annexe 7 du rapport qui comporte les noeuds papillons des différents scénarios doit être mis à jour. La probabilité et la gravité des scénarios doivent être également indiqués dans l'étude de danger. Et enfin, l'étude de danger (EDD) doit justifier que les phénomènes dangereux n'ont pas d'effets en dehors du site et comporter une représentation cartographique des zones d'effets des phénomènes dangereux.

Les éléments présentés à ce jour dans l'EDD laissant supposer l'absence d'effets sortant du site en cas d'accident, la mise en place de mesure d'urgence ne semble pas justifier. Néanmoins, une mise à jour de l'EDD prenant en compte les éléments susmentionnés devra être transmise **dans un délai de 6 mois**. Dans le cas où les compléments apportés ne permettent pas de lever intégralement les observations de l'Inspection, une tierce expertise payée par l'exploitant sera demandée.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Gestion des incidents / accidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 7 – 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Suivi des défaillances de MMR
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ ou préventives nécessaires sont menées. Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives. [...] A l'occasion du réexamen de l'étude de dangers le cas échéant, les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques sont réévalués à la lumière des défaillances enregistrées et de la revue des anomalies. [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un processus groupe sur la gestion des accidents/incidents. La remontée des accidents et les alertes est faite par les agents qui sont témoins de l'accident/incident. Il y a une base de données pour les enregistrer et une grille d'analyse pour les évaluer.  L'exploitant recherche les causes des accidents et les communique ensuite aux autres sites du groupe pour information. Il dispose d'un tableau de gravité qui permet de savoir s'il y a des recherches de causes profondes à mettre en œuvre. Un arbre de recherche des causes est réalisé en cas de gravité importante pour rechercher les causes profondes. Les directeurs des différents sites du groupe Avril, auquel appartient le site, participent à une réunion hebdomadaire où sont évoqués s'il y en a eu, les accidents et leur causes.  Une réunion mensuelle a également lieu au niveau du groupe sur la partie Hygiène Sécurité Environnement (HSE) avec suivi des mesures à mettre en place suite aux accidents. Un suivi des actions à faire pour l'amélioration de la prise en charge du suivi des mesures de maîtrise des risques (MMR) est également réalisé.  En cas d'accident, une fiche accident est rédigée après la recherche de la cause. Lors du dernier accident, en date du 15 mai 2023, une fiche d'accident a été faite et transmise à la DREAL et au groupe.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Gestion des incidents / accidents / presque accidents

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Déclaration et analyse des causes des événements
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. [...]
<b>Constats :</b> L'administration est informée dès qu'il y a un impact sur les produits chimiques et s'il y a un impact en dehors du site. Il n'y a pas de procédure formalisée pour la marche à suivre pour prévenir l'administration notamment à qui l'information est envoyée.  L'exploitant transmet bien à l'administration la fiche de notification d'accident quand un accident survient sur son site. L'analyse des causes est effectuée à partir de l'arbre des causes interne au groupe. L'enquête suite à un accident est pluridisciplinaire (maintenance, électrique, automate).  Cela permet de déterminer les actions à mettre en place. L'arbre des causes qui en ressort est validé au niveau du groupe. Le suivi de la mise en place des actions est réalisé par le service HSE du site. L'action est prévue avec un temps donné et il y a un suivi de cette temporalité d'action.
<b>Observations :</b> Lors du dernier accident, 11 jours se sont écoulés entre la survenue de l'accident (le 15 mai 2023) et la transmission de la fiche de notification d'accident/incident à l'administration (26 mai 2023). Ce délai doit être raccourci, et la fiche transmise dans les meilleurs délais.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/05/2005, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Qualification de la MMR
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité
<b>Constats :</b> Lors de la visite, deux MMR ont été choisies : - Sonde de niveau dans le bac de méthanol - Ronde d'arrosage autours du bac de méthanol La sonde de niveau n'apparaît pas dans la révision de l'EDD comme une MMR. Or l'exploitant l'utilise comme une MMR, c'est pourquoi elle a été contrôlée. Elles sont issues du scénario 3 de l'étude de dangers (EDD) de 2022 (Incendie de la cuvette de rétention des bacs de méthanol).  ➤ <u>MMR sonde de niveau dans le bac de méthanol :</u> <i>Fonction de cette sonde :</i> Il s'agit d'un capteur bilame. Si le liquide touche la sonde, le système d'alimentation du bac s'arrête. Cette sonde est mise à une hauteur qui correspond à 98% du remplissage du bac. La hauteur est définie par le constructeur du bac et suivi en continu. En cas de défaillance en amont de la sonde dans le nœud papillon du scénario, la sonde n'est pas impactée. La lame vibrante est contrôlée tous les ans par une société extérieure. Le dernier test a été fait en 2023. Le temps de réponse de la sonde est automatique, au sens où dès que le méthanol touche la sonde de niveau l'alimentation du bac s'arrête. La réponse annuelle est contrôlée lors de l'entretien annuel. En cas de situation dégradée avec une augmentation de la pression en azote par exemple, la sonde de niveau n'est pas impactée et n'est pas dégradée. La sonde de niveau n'apparaît pas dans la révision de l'EDD comme une MMR. Or l'exploitant l'utilise comme une MMR. L'étude de dangers devra être revue pour la faire figurer.  ➤ <u>MMR couronne d'arrosage sur la citerne</u> <i>Fonctionnement de la couronne d'arrosage :</i> Le système de protection incendie est en pression à 10 bars et le poste incendie est avec un pilote à 3,5 bars. Si une casse sur le réseau a lieu, la couronne se déclenche automatiquement. Un déclenchement manuel est possible depuis la zone de rétention et dans le local poste. Le temps d'arrivée d'eau à partir du déclenchement a été de 17 secondes lors du dernier test qui date du 3 juin 2022. La vérification se fait par un vérificateur agréé. Si la citerne subit un choc ou de la corrosion, la couronne est impactée et va se déclencher. Elle est bien indépendante au sens où elle va agir en cas de problème sur la structure. Le pilotage des tests et le suivi sont faits par une société extérieure. Le dimensionnement a été fait au moment de la conception et validé par le Centre national de prévention et de protection (CNPP). Le calcul du flux hydraulique a été fait lors du dimensionnement.  En situation dégradée, si la structure ne résiste pas, le déluge d'eau se déclenche automatiquement. Tous les ans une mise en eau est faite pour une inspection visuelle.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 4 : Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 7 -aléas 3, 4 et 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat initial et programme de surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'exploitant réalise un état initial des équipements techniques contribuant à ces mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité. A l'issue de cet état initial, il élabore un programme de surveillance des équipements contribuant à ces mesures de maîtrise des risques. L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, soit sur la base d'une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. [...]
<b>Constats :</b> ➤ <i>Pour la sonde de niveau :</i> En cas de déclenchement d'un dépassement de niveau, l'indication est reportée sur le tableau de suivi et en salle en contrôle. L'opérateur de l'atelier qui est en salle de contrôle (il reste au moins en salle de contrôle le chef de quart) va voir le bac pour une levée de doute. Le surplus de méthanol est envoyé vers la torche pour être brûlé. Tout nouvel opérateur qui prend ses fonctions suit une formation pour validation de poste. <i>Procédure de test :</i> Il n'y a pas de procédure formalisée pour la conduite à suivre en cas de déclenchement d'un dépassement de niveau. Lors du test annuel, la sonde de niveau est sortie du bac et mise dans un liquide pour vérifier que la sonde déclenche bien le niveau haut en salle de contrôle. Un tableau de suivi des test est fait. Le dernier test a été réalisé en mai 2022. Si la sonde ne fonctionne pas, elle est remplacée. Il y a des sondes de remplacement dans le stock et si une sonde est consommée, une nouvelle est commandée rapidement. ➤ <i>Pour la couronne du bac :</i> Une procédure de déluge est un protocole du groupe Avril qui a été transmis à la société extérieure qui fait le test. La procédure a été validée par l'assureur de l'exploitant. Un test est réalisé annuellement en réel de l'une des trois unités qui a une couronne. Pour cette MMR, c'est donc tous les trois ans qu'une couronne est vérifiée. Un rapport de test de juin 2022 a été présenté à l'inspection. Les observations portées dans ce rapport ont été prises en compte par l'exploitant qui a réalisé des travaux qui ont permis la levée des non-conformités en février 2023. L'exploitant dispose d'un fichier où les différents tests sont regroupés. Un tableau de suivi est en cours. Le logiciel de suivi de la maintenance indique la fréquence de suivi des tests. Un contrôle de la corrosion est fait lors des tests de manière visuel.  L'exploitant doit rédiger et mettre en œuvre des procédures formalisées en cas de déclenchement de l'alarme de la sonde de niveau du bac de méthanol.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 5 : Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 7- alinea 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détermination du niveau de confiance
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, soit sur la base d'une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. [...]
<b>Constats :</b> ➤ <i>Sonde de niveau :</i> A ce jour, ce capteur n'est pas considéré ni valorisé comme une MMR. Aucun niveau de confiance ne lui est associé. De plus, il n'est pas mentionné dans l'EDD. Etant donné la fonction de sécurité assurée, l'exploitant doit aborder ce point dans son EDD et considérer ce capteur dans les scénarios d'accidents concernés.  ➤ <i>Couronne incendie :</i> Le niveau de confiance est de 1, ce qui est cohérent. Par contre, la classe de probabilité D pour l'incendie qui est l'événement redouté centrale sur lequel agit cette MMR n'est pas justifié dans la révision de l'étude de danger. L'exploitant doit reprendre la révision de l'étude de dangers pour prendre en compte la sonde de niveau en tant que MMR et réétudier la classe de probabilité au niveau de la couronne incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

## N° 6 : Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Article 7 point 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Perte d'utilités
<b>Prescription contrôlée :</b> L'analyse de risques, au sens de l'article L. 181-25 du code de l'environnement, constitue une démarche d'identification, de maîtrise des risques réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite. Cette démarche d'analyse de risques vise principalement à qualifier ou à quantifier le niveau de maîtrise des risques, en évaluant les mesures de sécurité mises en place par l'exploitant, ainsi que les dispositifs et dispositions d'exploitation, techniques, humains ou organisationnels, qui concourent à cette maîtrise. Elle porte sur l'ensemble des modes de fonctionnement envisageables pour les installations, y compris les phases transitoires, les interventions, les marches dégradées prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité, de manière proportionnée aux risques ou lorsque les dangers sont importants.
<b>Constats :</b> ➤ <i>Sonde de niveau :</i> En cas de perte d'alimentation électrique, la sonde ne fonctionne plus et l'alimentation du bac s'arrête. ➤ <i>Couronne :</i> Si une perte d'alimentation en air se produit, la MMR se met sécurité positive et se déclenche.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 7 : EDD (Etude De Dangers)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 points 2 et 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise à jour de l'EDD
<b>Prescription contrôlée :</b> <b>2. Analyse de risques.</b> L'analyse de risques, au sens de l'article L. 181-25 du code de l'environnement, constitue une démarche d'identification, de maîtrise des risques réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite. Cette démarche d'analyse de risques vise principalement à qualifier ou à quantifier le niveau de maîtrise des risques, en évaluant les mesures de sécurité mises en place par l'exploitant, ainsi que les dispositifs et dispositions d'exploitation, techniques, humains ou organisationnels, qui concourent à cette maîtrise. Elle porte sur l'ensemble des modes de fonctionnement envisageables pour les installations, y compris les phases transitoires, les interventions, les marches dégradées prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité, de manière proportionnée aux risques ou lorsque les dangers sont importants. <b>3. Elaboration de l'étude de dangers en fonction des conclusions de l'analyse de risques.</b> L'étude de dangers que l'exploitant remet à l'administration contient les principaux éléments de l'analyse de risques, sans la reproduire. L'étude de dangers décrit les mesures de conception, les mesures d'ordre technique et les mesures d'organisation et de gestion pertinentes propres à réduire la probabilité et/ ou les effets des phénomènes dangereux et à agir sur leur cinétique. Elle justifie (à partir d'éléments techniques ou par démonstration d'un coût disproportionné par rapport aux bénéfices attendus) les éventuels écarts par rapport aux référentiels professionnels de bonnes pratiques reconnus, lorsque ces derniers existent ou, à défaut, par rapport aux informations disponibles sur les meilleures pratiques. Elle contient par ailleurs a minima les informations prévues à l'annexe III.
<b>Constats :</b> Il a été constaté lors de la visite que la mise à jour de l'étude de danger que l'exploitant a transmis à l'inspection n'étudie pas les deux derniers accidents qui sont survenus sur le site, à savoir une fuite d'acide chlorhydrique dans une rétention entraînant un dégagement de fumée (mai 2023) et l'accident sur l'atelier d'estérification le 2 janvier 2023. Par ailleurs, lors de la préparation de la visite, un certain nombres de points manquants ou non cohérents ont été soulignés dans le dossier de mise à jour de l'étude de danger et présentés à l'exploitant lors de la visite d'inspection : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'exploitant indique qu'aucun scénario n'a d'effets qui sortent du site, mais aucune carte ne le montre ;</li><li>• l'exploitant doit faire ressortir dans le rapport pour chaque scénario sa probabilité et sa gravité ;</li><li>• l'exploitant doit étudier l'ensemble des scénarios possibles entraînant des phénomènes dangereux et accidents potentiels, en incluant notamment les derniers accidents rencontrés ;</li><li>• l'annexe 7 "Evaluation de la probabilité d'occurrence" doit être refaite car il s'agit de l'annexe de l'EDD de 2018 qui n'a pas été mise à jour (la date de février 2018 est toujours présente sur le document) ;-</li><li>• le nommage des scénarios dans l'annexe 7 doit être cohérent avec celui utilisé dans le corps de l'EDD ;</li><li>• les probabilités des événements et des MMR doivent être indiquées dans les noeuds papillons présentés dans l'annexe 7.</li></ul> L'ensemble de ces points doivent être repris par l'exploitant dans le cadre de la révision de l'EDD.
<b>Observations :</b> L'exploitant doit entièrement revoir sa mise à jour de l'étude de danger. Le Plan d'Opération Interne (POI) du site doit être mis à jour suite à la révision de l'étude de danger.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois